

**ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT RUE SAINT-MATHURIN (DÉMÉNAGEMENT)**

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 10 / 2023 en date du 15 mars 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Julien Harel, Directeur du Département des Mobilités Durables au sein de la Direction Générale Adjointe des Transitions Écologiques au Quotidien,

Considérant que l'exécution d'un déménagement au n°6 rue Saint-Mathurin nécessite la réglementation de la circulation et du stationnement dans ladite voie,

**ARRÊTONS****Article 1<sup>er</sup>**

Du LUNDI 09 OCTOBRE 2023 au VENDREDI 13 OCTOBRE 2023, de 09h00 à 16h30, la circulation des véhicules est interdite rue Saint-Mathurin, dans la section comprise entre la rue du Marchis et la rue Marmoreau.

**Article 2**

Une déviation est mise en place par la rue du Marchis et la rue de l'Ancien Évêché.

**Article 3**

Le stationnement est interdit rue Saint-Mathurin, sur quatre emplacements, au droit du n°10.

**Article 4**

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par le déménageur chargé du déménagement et sous sa responsabilité.

**Article 5**

Les mesures de protection, de balisage du cheminement piétonnier et de déviation sont mises en place par le demandeur chargé du déménagement et sous sa responsabilité.

**Article 6**

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début du déménagement afin de signaler ces dispositions aux usagers.

Article 7

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

Article 8

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 9

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 10

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le Directeur du Département des  
Mobilités Durables,

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Julien Harel", written over a horizontal line.

Signé Julien HAREL

Affiché le : 04 OCT. 2023

Exécutoire le : 04 OCT. 2023